

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

La recherche et l'enseignement supérieur en RDC

→ par Valéry Nsumpi

secrétaire général de la section enseignement de la Confédération syndicale du Congo (CSC)

Bref tableau de la situation de la recherche publique et de l'enseignement supérieur dans ce pays.

La RDC, vaste pays de plus de 2 millions de km², peuplé de 85 millions d'habitants, riche en ressources naturelles et minérales, est l'un des plus pauvres au monde.

Beaucoup d'institutions de recherche possèdent des équipements scientifiques obsolètes et pas de laboratoires adéquats. Les revues scientifiques nationales ont presque toutes disparues. Les rares publications qui existent encore paraissent tous les cinq ans. Les fondateurs d'établissements agréés pensent plus à leur poche qu'à la construction des infrastructures de recherche. Les bibliothèques ? Il n'y a plus d'abonnement aux revues, plus d'achat

conséquent de livres, plus de politique de conservation correcte du peu qui existe. La recherche scientifique n'a pas de philosophie et pas de projets. Les universités sont ouvertes sans tenir compte de l'environnement socio-économique. L'ouverture de faculté dans une province se décide en fonction d'intérêts politiques et non selon le projet de développer la province.

Les projets de recherche publique ne sont ni régulièrement ni correctement financés par l'État congolais.

Lors du recrutement des personnels scientifiques et techniques, l'autorité met au second plan les valeurs scientifiques intel-

lectuelles au profit de la parenté et du primat tribal. Si quelques chercheurs se distinguent par leurs travaux, ils rencontrent des problèmes relatifs au renforcement de leurs capacités.

Partout, l'administration est pléthorique et ignore les règles d'harmonisation des ressources. Elle ne maîtrise pas les règles scientifiques et rationnelles dans la nomination et dans la promotion des collègues. Elle est dépassée et sans rendement. Sauf dans de rares exceptions, le personnel administratif n'est nommé ni en raison de sa compétence ni de ses aptitudes, mais en fonction des affinités discrètes, de principes géopolitiques et de l'équilibre ethnique. ●